



la jeune république

organe du socialisme personnaliste

QUAND LA FRANCE S'ÉVEILLERA

Le samedi 21 juin 1980, l'Assemblée Nationale a voté le "projet PEYREFITTE" par 265 voix contre 205 sur 474 votants, en première lecture.

À l'automne, le Sénat reprendra la critique de ce texte d'inspiration répressive, préparé par un quateron de fonctionnaires et imposé à la majorité des députés par le Président de la République et le Gouvernement, avec un mépris de fer pour les criminologues, juristes, parlementaires, syndicalistes, qui ont tenté de s'opposer à l'auteur du célèbre livre "Quand la Chine s'éveillera", ou plus exactement à l'idéologie que le Garde des Sceaux véhicule.

En 1970, nous avons participé à la constitution du Collectif National de Défense des Libertés avec les autres partis de gauche, la Ligue des Droits de l'Homme, la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N. et la Libre Pensée, afin de faire obstacle au vote de la Loi anti-casseur.

Dix ans après, même combat : le régime de pouvoir personnel s'avance, avec des grâces de libéral avancé, puis découvre brusquement le visage de l'autoritarisme ; la gauche désunie se retrouve les 27 et 29 mai 1980 dans un bureau du Palais-Bourbon, et s'insurge contre ces nouvelles atteintes aux libertés, mesurant que le grignotage progressif des droits du citoyen s'avère d'autant plus grave que l'opinion, dans son ensemble, prend conscience difficilement de l'enjeu.

Ce projet, intitulé par antiphrase "sécurité et liberté" participe d'une idéologie de la "sécurité nationale" qui, injectée à dose massive dans certains pays d'Amérique latine, conduit à la dictature.

Certes, une partie désinformée de l'opinion publique se montre d'autant plus vindicative, en présence de phénomènes de violence, qu'elle ignore le vécu d'une pratique judiciaire et pénitentiaire, au niveau des êtres humains.

Un personnaliste est convaincu qu'un homme peut se convertir — changer le sens de sa vie — si les institutions ne font pas obstacle à sa réinsertion.

Les mesures gouvernementales risquent de poser des verrous et d'aller à l'encontre de toute une politique de défense sociale, commencée après la Libération, à partir d'une individualisation des peines en fonction des personnes. Elles impliquent une méfiance inadmissible à l'égard des magistrats, en limitant leur marge d'appréciation de telle sorte que le délit apparaît comme plus important à traiter que le délinquant.

Le pouvoir exécutif, par le truchement d'une Chambre d'enregistrement, réduit le pouvoir judiciaire et remet en cause les fondements mêmes de la démocratie. Il y a cent cinquante ans, les 27, 28 et 29 juillet 1830, Paris s'éveilla et Charles X trembla. Historiquement, les situations d'hier à aujourd'hui diffèrent. Les problèmes de pénurie d'énergie, de décolonisation économique, de bombes à neutrons, de développement démographique et de faim en Tiers-Monde, envahissent le champ politique, mais la défense des libertés reste une préoccupation constante.

Interrogez à ce sujet les travailleurs. Ils vous convaincront : quand la France s'éveillera...

Claude-Roland SOUCHET

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
TéL. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2110

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

UNE FRANCE EXEMPLAIRE

par Gérard Brissé
Secrétaire Général adjoint



On soupçonnait depuis peu M. Giscard d'Estaing de lire régulièrement *JEUNE RÉPUBLIQUE*. Cette fois-ci, c'est une certitude. Dans ses discours officiels, aussi bien que dans ses entretiens privés, le Président de la République emprunte largement à notre modeste journal. Que l'on en juge : dans notre édition de janvier-mars 1974, j'écrivais : "Depuis quinze ans, nous aurions dû donner à la France les moyens de cette politique d'indépendance, à partir de laquelle, sur une base exemplaire, il eût été possible de relancer l'unité européenne. Il eût fallu, pour ce faire, proclamer la neutralité de fait de notre pays".

Indépendance, neutralité, exemplarité de la France : depuis lors, ce triptyque a fait recette !

Malheureusement, les remèdes concrets proposés par le Président de la République n'ont pas été à hauteur de la visée proclamée. J'ajoutais en effet : "Il eût fallu... diversifier au maximum nos sources d'énergie, mettre un terme définitif au scandaleux trafic d'armes international duquel nous sommes toujours allègrement partie prenante, promouvoir un véritable plan de paix au Moyen-Orient, qui passe par la création dans cette région du monde d'une zone neutralisée, dénucléarisée et démilitarisée, conclure avec les pays du tiers monde signataires des accords de Bandoeng une charte de coopération sur la base d'avantages et de garanties mutuelles sur un pied de complète égalité, transformer le franc en monnaie de consommation non thésaurisable, indépendante à la fois des revenus, de l'étalon-or et du dollar, remodeler notre commerce extérieur et les règles aberrantes qui président à son actuelle conception, adopter une politique fiscale digne de notre époque, enfin, décentraliser largement en allouant aux régions (douze au maximum) des pouvoirs réels dans des domaines précis.

Au lieu de quoi, progressivement, la colonisation de la France s'est affirmée, au point qu'il n'est plus guère de grande entreprise dont le capital soit en majorité étranger, en particulier anglo-américain. Tout y passe : nos terres, nos domaines, nos immeubles, nos usines, nos exploitations agricoles et forestières. Tout est l'objet d'une spéculation éhontée, principale source de l'inflation, et après ce circuit, l'argent repart d'où il vient, vivifié et revalorisé à nos dépens.

De cette américanisation forcée de notre pays, nous subissons aujourd'hui les terribles conséquences, fort prévisibles et dès longtemps par nous dénoncées : accroissement des inégalités sociales et culturelles, extinction progressive des libertés sous le couvert de la démocratie et du libéralisme, empoisonnement continu et perfide de notre existence quotidienne, dégradation de la qualité de la vie, emprisonnement dans des cités utilitaires, monotones et sans âme, agiotage exacerbé à tous les niveaux de la société, apparition de la violence gratuite, développement du racisme, injustice institutionnalisée, répression accentuée. Ainsi va la France".

Et déjà, dans "Combat" du 5 mars 1973, je lançais une mise en garde contre les effets diaboliques de la pseudo-crise organisée de toutes pièces par les Etats-Unis : "Désormais, pour tous les Français, le choix est clair. Tous ceux qui, socialistes, démocrates, chrétiens, croient encore à l'avenir de ce pays et refusent la dictature clandestine des sociétés économiques et financières transnationales qui se sont livrées sans vergogne au pillage effréné que l'on sait, et s'affirment actuellement comme les seuls maîtres du jeu, tous ceux-là ont le devoir sacré de faire bloc contre l'ignoble chantage à la crise dont on nous menace, contre les ambitions démesurées des Etats-Unis d'Amérique.

Cette américanisation insidieuse et forcée de notre pays, nous ne sommes pas les seuls à l'avoir dénoncée, après le projet avorté de Communauté européenne de défense et les visées atlantistes de la "petite Europe vaticane". Claude Julien l'a fait dès longtemps dans "Le Monde diplomatique" Jacques Thibau la décortique dans "La France colonisée" (Flammarion) : l'américanisation est-elle l'avenir de la France ? s'interroge-t-il. "Le destin de notre pays est-il de devenir une Amérique du pauvre ?.. D'une influence culturelle et politique, d'une aide militaire et économique, on est passé insensiblement à l'élaboration de rapports inégaux, source d'appauvrissement, d'abdication et de domination. La question posée n'est pas celle de l'indépendance... mais celle de l'existence".

Philippe de Saint Robert est encore plus féroce dans son pamphlet : "Dieu, que la crise est jolie !" (Ed. Ramsay). Il démonte, point par point et chiffres à l'appui, la formidable machination pé-

trolrière, économique et politique dont nous subissons toutes les conséquences. Ses préoccupations rejoignent nos propres mises en garde (cf. à ce sujet, mon article "Le naufrage", dans J.-R., août-octobre 1974).

Triste constat que dénonce également Philippe Tesson dans "Le Quotidien de Paris" du 29 avril dernier : "L'Europe aurait pu régénérer l'Occident. En son temps, elle est mal partie. Elle est devenue une Europe de fortune. Elle meurt. Elle se raccroche aujourd'hui, dans des conditions assez misérables, à l'Alliance atlantique qui, de son côté, n'est pas particulièrement triomphante".

Et c'est un fait — c'est là une autre constante de notre analyse depuis vingt cinq ans — que les erreurs d'appréciation, voire de tactique d'une Amérique à vocation dominatrice dans son mercantilisme et sa bonne conscience "civilisatrice", favorise tout aussi bien les entreprises expansionnistes d'une version totalitaire du socialisme international dont l'Union soviétique est la figure de proue et le moteur. Faute de pouvoir imposer son leadership à la Chine et à la Yougoslavie, l'U.R.S.S. s'attaque aux mailles les plus faibles dont le Cambodge, l'Ethiopie et l'Afghanistan sont actuellement les théâtres d'opérations les plus spectaculaires. Mais quelle curieuse revanche de l'Histoire de voir aujourd'hui les soldats soviétiques empêtrés dans le marécage afghan comme naguère les G.I.'s au Vietnam ! Triste mais frappante leçon de l'Histoire. Même situation des Vietnamiens au Cambodge : que vient faire le socialisme là-dedans ?

A l'évidence, la plus élémentaire prudence nous commande de demeurer à l'écart de cette hallucinante dichotomie planétaire ; en maintenant le dialogue avec toutes les parties concernées, nous pouvons espérer jouer un rôle d'arbitrage, désamorcer les conflits latents, éviter un holocauste mondial. Mais en avons-nous les moyens ? Nous sommes tributaires des potentats arabes féaux soit de l'Amérique, soit de l'URSS, pour notre approvisionnement en pétrole. Sommes-nous par contre plus indépendant en faisant du tout nucléaire, sachant bien que le choix de la filière américaine nous rend tributaire de l'Oncle Sam et que dans vingt, dans trente ans, il faudra arrêter toutes ces centrales ?

Sans doute la voie choisie par M. Giscard d'Estaing, qui nous avait accoutumés à des affinités initiales tout autres voire opposées — disons le mot, plus atlantistes — est-elle celle du possible. Nous ne pouvons que l'approuver, après avoir écarté les soupçons de ceux qui supputent une tactique électorale en direction des Gaullistes.

Toutefois, une France indépendante et neutre ne peut jouer pleinement son rôle qu'à la dimension du tiers monde, même si pour un temps les pays du bloc scandinave sont en mesure de servir de contrepoids aux puissances allemande

et britannique. Mais pour être exemplaire, cette France-là doit avoir à exporter quelque chose qui ressemble à un projet de civilisation. On en est loin.

L'analyse que nous faisons en avril 1974 de la "gestion" du Président de la République demeure hélas, trop actuelle "La gestion" Giscard, écrivions-nous, ce fut la dévaluation constante du franc, l'inflation permanente, les tentatives répétées de blocage des salaires, le refus de la concertation permanente avec les organisations syndicales, le déficit chronique de la balance commerciale, les atteintes incessantes portées à la Sécurité sociale, aux retraites, la dépréciation de l'épargne, les déséquilibres régionaux, la généralisation de l'épargne, les déséquilibres régionaux, la généralisation du chômage, l'augmentation du nombre des faillites, la disparition progressive des petites et moyennes entreprises, la restriction des libertés syndicales et des libertés tout court...

C'est aussi l'accroissement des inégalités sociales, la dégradation constante du pouvoir d'achat des petits salariés, des gagnés-petit, des vieillards, la dévalorisation constante du service public, de la fonction de cadre, l'absence de débouchés pour les jeunes. Ce sont les grands scandales dont le contribuable dut supporter tous les frais, l'agiotage et la spéculation les plus éhontés à tous les niveaux.

Une économie conçue pour le plus grand profit des plus puissants et des plus riches, des sociétés multinationa-

les à direction américaine qui se sont taillées la part du lion dans notre pays : par pans entiers, celui-ci a basculé sous la coupe du dollar ; l'informatique, les principales exploitations énergétiques, l'industrie nucléaire, après abandon de la filière française, et bon nombre d'autres secteurs vitaux qu'il serait fastidieux d'énumérer."

Pour être exemplaire, la politique d'un pays se juge non seulement à sa diplomatie sage et judicieuse, mais aussi au bien-être, au bonheur de vivre qu'elle peut apporter à son peuple : l'Autriche, par exemple, "petit" pays neutre, a une économie en expansion, un taux de chômage qui ne dépasse pas 2,2 % (7 % chez nous !) et une des inflations des plus basses en Europe (4,1 %), un niveau de vie plus élevé que le nôtre, une égalité de fait plus marquée entre les différentes classes sociales, un système de couverture sociale qui assure la gratuité des soins, etc.

Les craintes que nous exprimions en septembre 1976 sur la politique de M. Raymond Barre se révèlent aujourd'hui justifiées. La plus brillante diplomatie ne saurait dissimuler de graves échecs en matière économique et sociale. "L'arbre ne doit pas cacher la forêt, notait Cl. Roland Souchet en septembre 1976. Quand un système a fait faillite, il est nécessaire de le remplacer, paisiblement et méthodiquement, par un autre, plus efficace et plus équitable". En effet.

Gérard Brissé

COMMUNIQUÉ DU PARTI de la Jeune République, 13 mai 1980

Comme au temps du FRONT POPULAIRE, et comme en mai 1968, le Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE entend apporter sa part de lutte au combat du peuple de France pour sauver ses acquis sociaux.

La Jeune République se réjouit de l'unité d'action retrouvée même limitée entre les grandes organisations de travailleurs.

Ce devait être le prélude à des nouvelles espérances, à de nouveaux combats et à de nouvelles victoires sociales. Monsieur le Président de la République doit savoir que le mécontentement va croissant dans le cœur et l'esprit de la France profonde et laborieuse, et que, toucher encore au régime de protection sociale, c'est atteindre l'être même de chacun, valeureusement exprimé à la Libération.

Monsieur le Premier Ministre et le Gouvernement doivent savoir que rien de sérieux ni de cohérent ne se fera, dans notre pays tant que les masses laborieuses seront tenues à l'écart et même ignorées dans les recherches de solutions aux problèmes posés par l'équilibre de la protection sociale.

Le moment est fort mal choisi, quand on parle fuites de capitaux à l'étranger et de super profits d'entreprises, pour pénaliser encore le peuple qui réclame au contraire les changements qui s'imposent.

La JEUNE RÉPUBLIQUE, en octobre 1977, a apporté sa contribution à la Sécurité Sociale, dans une étude dont l'essentiel est toujours actuel. Elle en est d'autant plus déterminée à continuer le combat avec tous ceux qui, en ce sens, luttent pour que vive le peuple de France.

POUR UN ASSAINISSEMENT DES MŒURS POLITIQUES

« La vie de Marc Sangnier est-elle l'histoire d'une erreur historique ? s'interroge Madeleine Barthélemy Madaule dans son livre "Marc Sangnier 1873-1950" publié aux Editions du Seuil. "Est-ce une tentative qui aurait abouti, si elle avait réussi, à une formation aussi hardie que le marxisme à partir de l'inspiration et des méthodes spirituelles ? Auquel cas l'erreur est imputable à ceux qui ne l'ont pas soutenu, la faute à ceux qui l'ont sciemment réévalué à l'impuissance".

Cette entreprise de démolition, voire de silence autour des prises de position de la Jeune République se poursuit activement, si l'on en croit l'attitude de certains confrères, attitude qui frise le "refus d'informer".

C'est ainsi que "Le Monde" a rendu compte fidèlement du communiqué du "Collectif des libertés" sur le projet "Sécurité et liberté" du Garde des Sceaux, en citant les dix organisations présentes, dont La Jeune République. Par contre, la J.-R. a été systématiquement "gommée" dans le compte rendu diffusé par "Le Matin". Le journal de M. Perdriel, qui se veut une entreprise de presse d'avant-garde, ignore systématiquement, depuis le début, la J.-R. et ses activités, ne répond pas aux correspondances qui lui sont adressées, refuse d'insérer nos mises au point et nos tribunes. Belle conception de la liberté de l'information ! M. Perdriel est manifestement plus prompt à nous bombarder de lettres nous invitant à acquiescer des actions du "Matin".

Dans "La Croix" du mai dernier, Dominique Gerbaud s'interroge : "A quoi servent les petits partis ?" Sont cités pêle-mêle : le PSU, le CDS, le MDS, le Parti social-démocrate, le Mouvement des démocrates, le Mouvement fédéraliste européen, le Parti fédéraliste européen, le MRG, etc. Mais de Jeune République, point !

Ce n'est certes pas "La Croix" que nous mettrons en cause, puisque régulièrement ce journal accepte de diffuser

nombre de nos tribunes et communiqués ; mais ou bien certains de nos confrères manquent vraiment de curiosité intellectuelle, ou bien le silence autour de la J.-R. fait partie d'un plan concerté.

Nous ne ferons certes pas injure à un ancien dirigeant du feu MRP, M. Alfred Coste Floret, qui tente de ressortir dans "La Croix" du 5 avril dernier, les vieux bibelots moisis d'un Parti confessionnel — la Démocratie chrétienne française — de ne pas citer Jeune République. Notre conception est en effet trop aux antipodes de la sienne : si la J.-R. a vocation de rassembler entre autres, des militants d'origine chrétienne, elle entend par contre se démarquer nettement de toute étiquette confessionnelle et se veut résolument laïque : la politique peut procéder d'une foi sans pour autant se confondre avec une quelconque organisation ou hiérarchie cléricale. Et les Evangiles ne nous donnent aucune recette tendant à établir sur cette planète des structures politiques idéales : que de crimes la civilisation dite "chrétienne" a-t-elle d'ores et déjà accumulés, y compris les crimes contre l'Esprit !

Par contre, qu'un ancien proche collaborateur de Marc Sangnier comme Jacques Madaule ne cite pas une seule fois la Jeune République dans un article sur "Marc Sangnier aujourd'hui" (cf : "Le Monde" du 29 mai 1980), est plus difficilement compréhensible, voire pardonnable. N'est-ce pas ce même Jacques Madaule qui écrivait dans notre revue (n° 88, janvier-mars 1973) : "Ne sommes-nous pas encore cette J.-R. que Marc (Sangnier) anima si longtemps, et dont il put un jour se séparer sur le plan de la tactique, mais non sur celui des idées ?.. Où est le MRP, pour ne prendre qu'un exemple entre mille ?.. Pour rejoindre Marc Sangnier dans son élan vers la démocratie, en avant !"

Gérard Brissé

CEUX QUI NOUS QUITTENT :

Deux pionniers des débuts de la J.-R. sont décédés ces derniers temps : Roger THEVIN, ancien Silloniste et compagnon de Marc SANGNIER, responsable de section, militant jusqu'à la dernière heure, membre de la commission exécutive nationale.

Et Pierre GENTHON, également compagnon de Marc SANGNIER. Notre amitié fraternelle à leur famille.

LA SANTÉ :

Un peu comme les O.V.N.I. (1), les questions liées à la Sécurité Sociale et donc à la santé des Français, s'estompent ou réapparaissent selon qu'elles ne posent plus, ou posent à nouveau des problèmes d'équilibre de gestion. Une question d'abord : Est-ce possible de parler au sens strict du terme de "maîtrise" des moyens de la santé ? Quand on sait que la charte de l'O.N.U. la déclare comme un "état de bien-être complet", cela peut sembler paradoxal. Chez nous, n'avons-nous pas coutume de dire qu'elle représente le "premier des bienfaits".

Quand on observe autour de nous la génération des 25/40 ans, on est heureux de constater, comme le font les statistiques, que ces hommes et ces femmes sont grands et forts, souvent sportifs, avec une dentition magnifique, que les plus âgés envient parfois. Sans aucun doute possible, il faut mettre cette situation positive à l'actif incontesté du régime de protection sociale. Cet effort important et rentable à moyen et long terme doit être poursuivi.

Cependant, de grands commis de l'Etat, des parlementaires audacieux, la Commission des Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale en sa majorité au pouvoir, essaient de proposer un moyen et des solutions pour tenter d'améliorer... la gestion à défaut d'améliorer la protection. C'est ce que l'on nomme la "proposition de loi BERGER" (Dr), Président de la Commission des Affaires Sociales.

Il serait fastidieux et pesant d'envisager un décorticage des divers aspects de cette proposition contenue dans les 65 Pages du J.O., nous nous bornerons donc seulement à en découvrir la philosophie de base et la méthode d'application.

Ainsi donc, refusant d'apporter sa part logique, par le moyen du budget de l'Etat, comme le font presque tous les partenaires européens, (parfois double de la nôtre), le pouvoir politique plus sensible aux interventions des grands pouvoirs économiques, qu'aux besoins des personnes, cherche par tous les moyens la possibilité de réduire les dépenses de santé, et il est normal qu'en un régime où le libéralisme se confond avec le "chacun pour soi" et l'individualisme, on ait recouru à des moyens libéraux, dans lesquels l'individu pris isolément n'a plus aucun moyen de défense.

De plus, on veut briser l'élan généreux et courageux des combattants de la Résistance, qui au sortir de la dure épreuve des deux guerres, avaient

UN DROIT, UNE RESPONSABILITÉ

par Frank Taillandier

voulu une même protection de la santé pour TOUS. Les mélanges des personnes tant en captivité que pendant l'occupation, et les solidarités qui en découlaient, ont fait qu'une nouvelle pensée de l'homme était née "pas de différence liée à l'argent et aux capacités", et si chacun de nous qu'il soit riche ou pauvre" vaut plus que tout l'or du monde", c'est à celui qui a plus d'aider celui qui a moins à se réaliser pleinement : "un esprit responsable dans un corps sain !"

Faut-il donc que depuis la libération, les mœurs se soient dégradées à ce point, pour en arriver aujourd'hui à avoir perdu totalement "le sens" ? Le patronat français soucieux de préserver ses capacités d'exportation, et actif dans la politique d'automatisme, génératrice de chômage, veut absolument forcer le gouvernement à réduire la couverture sociale, il veut revenir à la notion d'assurance individuelle, et cela se perçoit déjà par les offres alléchantes moyennant finances de plusieurs groupes d'assurances ; amélioration de retraite, amélioration de la protection santé etc...

Comment se fait-il que ce député de la Côte d'Or, n'ait pas conscience que la pratique des sports a eu comme résultat une amélioration considérable de la santé des hommes et des femmes. Mais alors si cela favorise ainsi leur condition physique, pourquoi les pénaliser d'une taxe complémentaire ? Il est certes plus facile d'identifier un sportif que d'identifier un consommateur excessif de boissons alcoolisées, et même pour ce dernier, si l'on admet que l'ambiance socio-culturelle peut l'amener insensiblement à la maladie, comment admettre que l'on fasse payer au malade une taxe sur sa maladie ? Si c'est la société collective qui l'a rendu malade, c'est sans doute aussi à la société de le guérir. Seulement, là encore comme pour le tabac, tout est une question d'information et d'éducation positive.

Bien sûr, nous retenons que la proposition BERGER reprend mais avec beaucoup de prudence, celle que nous faisons en notre n° d'octobre 78 : "la possibilité de moduler les charges sociales en fonction du volume des salaires, selon les branches professionnelles", la proposition BERGER nous paraît beaucoup trop timide pour être efficace, en l'état actuel du projet.

On nous déclare par ailleurs que l'article 34 de la constitution ne permet pas au parlement de se prononcer sur des dépenses qui ne le concernent pas, mais alors il faut savoir, à partir de quel droit le pouvoir actuel décide des dépenses, sans que les principaux pourvoyeurs des recettes soient consultés. C'est là tout le fond philosophique du système.

La grande masse des "salariés - consommateurs" financent des dépenses vis-à-vis desquelles ils n'ont aucun pouvoir de décision. Une gestion par des centres de décision responsables, proches des personnes, est la seule voie qui permette une réelle prise de conscience des problèmes de gestion. L'Etat à ce niveau se devrait d'énoncer des principes de solidarité nationale ce que nous pourrions appeler "Une charte sociale", mais qu'il laisse aux organismes à partir de représentants élus, la responsabilité totale de la gestion, des moyens, des délais de mise en œuvre, des contrôles, et enfin des informations de gestion destinées aux cotisants usagers.

Encore une fois tout ce passe en dehors d'une information réelle du public sur la gestion de la Sécurité Sociale, très au-dessus de la tête de chacun. Il est heureux que les organisations syndicales et politiques un peu selon leur tendance, tentent une certaine information et éducation à la responsabilité.

Nous le disions en octobre 78, rien ne se fera de grand et de sérieux dans notre pays, sans une information et une éducation aux problèmes de la santé, un sens de plus en plus actif de notre responsabilité personnelle et collective dans les charges.

Si nous nous situons au niveau de la solidarité collective, (bien commun) nous ne pouvons accepter de prendre des risques sans discernement responsable. C'est par ce sens de la responsabilité que nous pourrions réduire certaines dépenses de santé, c'est une action de longue haleine et de première importance, cela requiert aussi une vision de l'homme, une détermination, une volonté dynamique ! A chacun d'y participer vraiment !

(1) Objet volant non identifié.

UNE LOINTAINE RETOMBÉE DE L'ŒUVRE DE MARC SANGNIER

Jacques-Paul Richard
Maire Adjoint du Mans

Et tandis que retentissent de très menaçants bruits de bottes, la Municipalité d'Union de la Gauche du Mans vient de donner le nom de Franz STOCK à un nouveau parc, marquant ainsi sa volonté de célébrer un des plus grands ouvriers de paix qu'ait connu notre génération. C'est aussi une manière d'honorer la ville jumelle de PADERBORN en Westphalie, et le diocèse d'origine de cet humble héros.

A TRAVERS QUELQUES MOTS D'HISTOIRE

On se rappellera que Marc SANGNIER fut pour quelque chose dans la confirmation de cette personnalité.

Né en 1904 dans une famille ouvrière profondément chrétienne, il connut tôt l'épreuve : la guerre de 14, le travail précoce, la cardiopathie infectieuse qui devait lui laisser les séquelles dont il mourra à 44 ans.

La guerre finie, adolescent, il se dévoue dans un mouvement anti-alcoolique animé par le célèbre Romano GUARDINI, auteur des "Lettres sur la formation personnelle", qui le marquèrent.

En 1926, l'étudiant en théologie de Paderborn participe à un rassemblement de 10 000 jeunes Européens, surtout Français et Allemands, à Bierville, chez Marc Sangnier, sur le thème : "La paix par la jeunesse". Il médita particulièrement un article de Sangnier qui s'intitulait : "Quand la guerre est-elle juste ?" Son ami PLOETHER, pénétré des mêmes inspirations comptera parmi les premiers morts de Dachau.

EXTRAORDINAIRE UNITÉ DE CETTE VIE

Volonté de dépasser les frontières : il apprend le russe et le polonais avant le français. Membre actif des Compagnons de St.-François (fondée par Folliet), la France devient sa seconde patrie lors de ses études de théologie à Paris. Nommé recteur de la paroisse catholique allemande de Paris en 1974, il y reçoit maints Allemands anti-nazis en exil.

Dès octobre 1940, de retour à son poste, il intervient auprès de ABETZ pour faire relâcher les étudiants arrêtés suite à la manifestation de l'Arc de Triomphe.



Il refuse énergiquement de quitter sa soutane pour l'uniforme : inestimable gage de neutralité.

On connaît la suite : nommé aumônier des trois grandes prisons (Cherche-Midi, la Santé, Fresnes), il accompagne les prisonniers et leurs familles dans cette terrible épreuve, quelle que soit leur religion ou leur philosophie. Il devait monter avec plus de mille d'entre eux au Mont Valérien. La gestapo l'épie pour les libertés de communication qu'elle soupçonne. Son adjoint est expédié en Russie. Lui, prend du champ à temps. Lors du soulèvement de Paris, il doit s'interposer pour que la Résistance renonce à prendre des otages allemands parmi les malades de la Pitié.

LE SORT COMMUN DES PRISONNIERS

Il l'accepte délibérément, pateaugant dans la boue du camp surpeuplé de Cherbourg, avant de provoquer, de fin 1945 à 1947 le rassemblement des séminaristes prisonniers et de devenir le Supérieur du "Séminaire des Barbelés", où plusieurs centaines de futurs prêtres se préparèrent à devenir d'ardents ouvriers du rapprochement franco-allemand.

Le 3 juillet 1949, dans l'hommage qui lui fut rendu aux Invalides, on relève ceci : "Son maigre corps, usé pour ses frères jusqu'à la limite de ses forces, ombre de lui seul le plus grand abîme qui ait jamais séparé deux peuples". Dans les pires circonstances, il avait servi ses deux patries sans en trahir aucune, dans la perspective constante de leur réconciliation.

LOIN ET PROFOND

Visait Marc Sangnier ; on le perçoit bien à travers les rencontres qu'il eut avec des hommes de la trempe de Franz Stock. Et voici que ce nom va être attaché à un jardin planté sur un terrain donné par l'Evêché à une municipalité dirigée par un maire communiste, et dans quelques temps, c'est bien le clergé de la très conservatrice Paderborn qui viendra avec les élus apporter sa participation à cet acte de paix profonde entre nos deux peuples.

Pour finir, qu'il soit permis de risquer un rapprochement entre les ACTES FONDATEURS de SANGNIER et de STOCK, et le caractère fondateur, lui aussi, de l'œuvre d'Emmanuel MOU- NIER, contribuant si fortement à la résistance inébranlable, fondatrice à son tour d'un Igor OUGOURTSOV, l'actuel martyr de la prison de Wladimir. Ce converti à la foi en le Réssuscité, leader du tout petit groupe de réflexion "L'Alliance Sociale Chrétienne", nourri de Mounier comme auteur de "Révolution personaliste et communautaire", de G. MARCEL ("La dignité humains"), de MARITAIN ("L'humanisme intégral"), est encore perçu, au fond de la prison où l'on cherche à l'anéantir, comme un tel danger pour l'Etat Soviétique lui-même que cela justifie vingt ans de réclusion criminelle.

Pensons-y, car il faut se tenir prêts aux dévouements. L'heure de l'affrontement inéluctable entre les deux grandes conceptions du monde et de l'homme approche. La lutte déchirera, répétons-le, tous les camps actuellement définis, Nord, Sud, Est, Ouest ; riches, pauvres ; partis politiques et même églises. L'espérance de voir cet immense brassage ne pas détruire la "niche biologique" de la patrie humaine repose en bonne partie sur les hommes qui seront suffisamment pénétrés de la conviction que les moyens techniques d'aligner les millions de morts et de terrorisés ne sont le gage d'aucune victoire. Il demeure toujours que celui qui brandit l'épée périra par l'épée. La vraie victoire appartiendra à la non-violence, à ceux qui accepteront des sacrifices. Seule la non-violence gagne des batailles sans perdre des guerres.

C'est dire aussi que sa voie est très dure, et qu'improvisée, elle ne serait que jactance, convenons-en.

Jacques RICHARD
Maire-Adjoint du Mans

Cf Igor OUGOURTSOV.
Supplément au courrier de l'A.C.A.T.
252, rue St-Jacques - 75005 Paris
N° 10, octobre 1978

- LIVRES ET

ÉVÉNEMENTS

du 11 octobre 1885, à Bordeaux, au 1^{er} septembre 1970 à Paris, se situe l'itinéraire de François MAURIAC.

SARTRE, né 20 ans avant MAURIAC et mort 10 ans après lui, a écrit que la mort prématurée de son père fut la grande affaire de sa vie et lui donna la liberté. MAURIAC : "Je ne me suis jamais accoutumé à ce malheur de n'avoir pas connu mon père". C'est ainsi que les commencements d'une vie conditionnent ses chemins.

SARTRE naquit dans le 16^e arrondissement et MAURIAC au sein de la vieille cité girondine. Mais arrêtons-là la comparaison de ces deux écrivains si engagés dans le siècle, si opposés, si proches l'un de l'autre et si actuels.

A 12 ans, le jeune François était déjà mis en question par l'Affaire Dreyfus. Il était contre le capitaine juif. C'était le temps où l'infailibilité de l'Eglise s'étendait au champ politique. Cette bourgeoisie de province s'affirmait, sauf exception, catholique et française toujours, donc méprisante envers l'Etat républicain et laïque.

Le 15 juillet 1905, MAURIAC publie son premier texte, une nouvelle dans la VIE FRATERNELLE, organe du "SILLON de BORDEAUX et du SUD-OUEST" : sur la couverture bleu ciel, un christ béni des ouvriers et des paysans. Dans cette même revue silloniste, il fait paraître un poème en octobre. La rencontre avec Marc SANGNIER, c'est la découverte de la "Cause" mais c'est aussi un culte de la personnalité, qui agace le disciple, l'irrite même et l'écarte. Mais la lettre comminatoire de Pie X, du 25 août 1910, conduit MAURIAC à exprimer sa solidarité avec les sillonistes. Jean LA-COÛTURE commente : "Le Sillon sera planté dans son cœur(...) Il en retiendra la leçon, pour lui essentielle : cette église fondée par un charpentier juif martyrisé par les notables, les riches et les puissants, il importe avant tout de la libérer de l'appareil d'Etat, de finances et de guerre, qui l'a colonisée depuis près de vingt siècles". La semence est tombée dans une bonne terre et, malgré les entraves de quelques mauvaises herbes, portera du fruit, lorsque l'histoire lui fera sommation.

DÉCOLONISATION
DÉVELOPPEMENT
DÉFENSE DES
DROITS DE L'HOMME

FRANÇOIS MAURIAC

par Jean LACOUTURE
(SEUIL)

MAURIAC, montant à Paris, en 1907, défend ses convictions sillonistes contre les idées maurrassiennes majoritaires. La bourgeoisie bien-pensante va le haïr ou le célébrer, en tout cas lui ouvrir les voies de la réussite avec le souhait de Barrès, en 1910, lorsqu'il publie les poèmes des MAINS JOINTES : "Soyez un heureux enfant".

Le 3 juin 1913, à Talence, François MAURIAC épouse Jeanne LAFON. Cette même année, il collabore à un bulletin paroissial, JOURNAL DE CLICHY, dans lequel il fustige la bourgeoisie anticléricale, aussi conservatrice et hypocrite que la calotine.

Au cours de la première guerre mondiale, son antiparlementarisme le rapproche de la droite, tandis que la mort de deux de ses meilleurs amis le culpabilise. Pourquoi a-t-il survécu ? L'artiste mûrit, le croyant interroge.

Se nouent les liens de la nature et de la grâce. Une musique intérieure sourd, prête à se transmuier en un style frémissant, harmonieux et brisé : mauriacien.

L'homme était tel, avec cette sensibilité évangélique qui le guidera hors des sentiers battus par la classe des possédants. Ses goûts de jeune homme riche ne le détourneront jamais de Celui dont il avait croisé le regard parmi tous les humiliés de la terre. Bourgeois de droite à l'époque de son élection à l'Académie en 1933, il frôlera l'Action Française mais il se gardera d'y tomber, tellement il savait résister à la tentation jusqu'à l'extrême limite de ses forces.

Le 6 février 1934, lorsque la Droite se déchaine contre la République, l'admirable voix de l'abominable Philippe HENRIOT le fascine encore. Il est vrai que sept ans plus tôt, il avait reproché à Marc SANGNIER de manifester aux côtés de Paul VAILLANT-COUTURIER, rédacteur en chef de "l'Humanité".

C'est seulement à la fin de 1935, à 50 ans, que s'amorce la conversion politique de François MAURIAC. Son cœur va l'emporter sur les pesanteurs dont son milieu l'avait grevé. MUSSOLINI se jette sur l'ETHIOPIE. Thierry MAULNIER, Pierre GAXOTTE et Mgr BAUDRILLART célèbrent cette conquête de l'Occident civilisateur sur l'un des pays les plus

arriérés du monde, dirigé par un Négus gagné au communisme... Mauriac, comme Maritain, réaffirme que "l'âme et la vie d'un Noir sont aussi sacrées que celles d'un Blanc".

A l'approche du FRONT POPULAIRE, MAURIAC recule : il brocarde Jacques RODEL, ancien silloniste, candidat à Bordeaux contre cet HENRIOT, le futur traître.

La rébellion franquiste éclate le 18 juillet 1936. MAURIAC s'indigne de ce que le Gouvernement de Léon BLUM veuille aider les Républicains. LA CROIX soutient les insurgés et coquetéise anti-judaïsme et antibolchevisme. SANGNIER et MOUNIER condamnent les bombardements de MADRID par les franquistes. Le 26 avril 1937, l'aviation nazie détruit Guernica. MAURIAC proteste, au nom des catholiques basques assassinés.

Le 25 août 1937, 27 ans jour pour jour après la condamnation du SILLON, la hiérarchie romaine condamne SEPT, un hebdomadaire catholique, qui, sous la direction d'un Dominicain, le Père MAY-DIEU, apporte un appui loyal à certaines initiatives du Front Populaire. MAURIAC soutient TEMPS PRÉSENT, journal laïc qui succède à SEPT. Notre journaliste y exalte le mystère d'Israël et les promesses sans repentance que Dieu lui a confiées. C'est dire qu'il votera contre MAURRAS, que l'Académie Française accueille en 1938.

Le 27 août 1939, MAURIAC écrit, dans sa propriété de MALAGAR au milieu des vignes : "... Depuis le commencement de Cain à HITLER, c'est le meurtre du plus faible(...) notre espérance dernière réside au centre de notre désespoir humain". Une année ne s'est pas écoulée que des uniformes feldgrau envahissent son verger. L'hiver noir et glacé de l'Occupation commence. Le 5 septembre 1940, l'éditeur Grasset écrit à MAURIAC qu'il peut publier, à condition de ne paraître hostile ni à l'Allemagne ni au régime national socialiste, ni à l'U.R.S.S. ni à l'Italie. Le 17 janvier 1942, MAURIAC est agressé à Saint-Germain-des-Près par des collaborateurs. Le 20 juillet 1942, son fils, Claude MAURIAC, est témoin, Gare d'Austerlitz, de l'interminable train de marchandise où sont jetés les enfants juifs destinés à la chambre à

gaz. MAURIAC coopère, dans la Résistance, avec des intellectuels communistes. MAURIAC et ARAGON, SARTRE et Jean CASSOU, parmi d'autres, sauvent l'honneur. Fameuse reconnaissance de l'auteur du CAHIER NOIR : "Seule la classe ouvrière, dans sa masse, aura été fidèle à la France profanée".

A noter aussi la bienveillance envers MAURIAC d'un officier allemand anti-nazi, le Commandant HELLER qui alla jusqu'à protéger l'écrivain contre les pièges de la Gestapo. Le 25 août 1944, Paris se libère. Mauriac, à VEMARS (S. & O) attend six jours de plus le salut.

A la Libération, l'éditorialiste du FIGARO siège au Comité directeur du FRONT NATIONAL structuré par le Parti Communiste. Il pense que la solidarité doit dépasser, entre résistants, les dissensions. L'ancien silloniste domine ses anciennes tentations.

L'offensive de Von Rundstedt dans les Ardennes alarme ce héros vulnérable. Ceux qui voulaient le liquider le supplient de sauver leurs vies. MAURIAC va solliciter la grâce de ses ennemis, ceux qui avaient distillé leur venin dans la presse nazie d'expression française. Il y fallait quelque courage. Le 8 mai 1945, c'est l'Armistice !

François MAURIAC, prix Nobel 1952, n'a rien perdu de sa combativité quand va s'ouvrir l'époque de la décolonisation. Toujours l'exigence de justice et le devoir de rendre témoignage. Maroc, Algérie, Tunisie, le polémiste s'engage corps et âme dans le moindre article, qu'il personnalise avec un art toujours plus affiné.

Après le 13 mai 1958, MAURIAC va faire sur De GAULLE une "fixation" beaucoup plus profonde que celle des débuts de cette décennie sur MENDES-FRANCE.

Cette séduction de l'homme providentiel, qui pourrait lui faire perdre sa lucidité, n'enlève rien au fait qu'il a donné à sa vie, quels que soient les déterminismes de classe, en profondeur, une unité, une cohésion et un sens.

Lorsque s'arrête de battre, le mardi 1^{er} septembre 1970, ce cœur aux intermittences reconnues, c'est, tel qu'en lui-même, enfin, l'éternité le change : fidèle.

Claude-Roland Souchet

La Jeune République
PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE

$$E = MC^2$$

L'énergie est égale au produit de la masse multiplié par le carré de la vitesse de la lumière. Telle est la formule de l'énergie nucléaire... autrement dit de la destruction possible du monde.

POUR SAUVER L'HUMANITÉ
DE LA DESTRUCTION

IL FAUT

- lutter contre l'armement atomique
- mobiliser l'opinion mondiale contre le danger de guerre atomique qu'annoncent toutes les expériences nucléaires
- travailler en vue d'un désarmement général, simultané et contrôlé

LE PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE
S'AFFIRME
CONTRE TOUTE FORCE de FRAPPE
Nationale, Multinationale ou Bipolaire

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature